Congo-Brazaville : l'ex-président Pascal Lissouba décédé en France

@rib News,Â 25/08/2020 â€“ Source AFP L'ex-prÃ©sident Pascal Lissouba (photo), qui a dirigÃ© le Congo-Brazzaville de 1992 Ã 1997, est dÃ©cÃ©dÃ© lundi Ã Perpignan, en France Ã l'Ã¢ge de 88 ans, a-t-on appris auprÃ¨s de son parti, l'Union panafricaine pour la dÃ©mocratie sociale (UPADS).

"Le prÃ©sident Lissouba est dÃ©cÃ©dÃ© aujourd'hui des suites d'une maladie", a dÃ©clarÃ© le porte-parole de l'UPADS, le dÃ©putÃ© HonorÃ© Sayi, Ã l'AFP. "Avec un coeur lourd et meurtri, je vous annonce le dÃ©cÃ¨s ce lundi 24 aoÃ»t 2020 de mo pÃ¨re, le professeur Pascal Lissouba, ancien prÃ©sident de la RÃ©publique du Congo, Ã son domicile en France", a Ã©crit sur Facebook JÃ©rÃ©mie Lissouba, fils du prÃ©sident Lissouba et dÃ©putÃ© congolais. NÃ© le 15 novembre 1931 Ã Tsinguidi, d district de Mayoko (sud-ouest du Congo), Pascal Lissouba Ã©tait ingÃ©nieur agronome, titulaire d'un doctorat en sciences naturelles obtenu en France en 1958. Il a occupÃ© les fonctions de ministre de l'Agriculture sous le premier prÃ©sident du Congo indÃ©pendant Fulbert Youlou (1963-1965), avant de devenir Premier ministre de Alphonse Massamba DÃ©bat en 1965-1966. Fondateur de l'UPADS en 1991, M. Lissouba est Ã©lu prÃ©sident de la RÃ©publique en 1992 lors du premier scrutin pluraliste dans ce petit pays d'Afrique centrale. Sous son mandat, entre 1993 et 1994, la contestation par l'opposition des rÃ©sultats des lÃ©gislatives a provoquÃ© des affrontements entre les milices des partis de l'opposition et celles de sa majoritÃ© prÃ©sidentielle, faisant 2.000 morts. De juin Ã octobre 1997, des combats ont opposÃ© dans la capitale, Brazzaville, les milices de Pascal Lissouba et de son dernier Premier ministre Bernard KolÃ©las Ã celles du gÃ©nÃ©ral Sassou Nguesso, actuel prÃ©sident de la RÃ©publique, appuyÃ©es par des troupes angolaises. Victorieux de ce duel, M. Sassou Nguesso a repris le pouvoir qu'il avait perdu le 20 aoÃ»t 1992, Ã l'issu des Ã©lections organisÃ©es aprÃ¨s la confÃ©rence nationale. Entre 4.000 et 10.000 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es en cinq mois de violences. Le prÃ©sident Lissouba alors Ã©tÃ© contraint de s'exiler en France. Il a notamment Ã©tÃ© condamnÃ© pour "haute trahison" et "complot" contre Denis Sassou Nguesso.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});